

N.º 279.

Au nom de la République française.

L O I

*Concernant l'impression des ouvrages adoptés comme livres  
élémentaires.*

Du 10 Fructidor, an IV de la République française, une et indivisible.

**L**E CONSEIL DES ANCIENS, adoptant les motifs de la déclaration d'urgence qui précède la résolution ci-après, approuve l'acte d'urgence.

*Suit la teneur de la déclaration d'urgence et de la résolution du 9 Fructidor:*

Le Conseil des Cinq-cents, considérant que par la loi du 11 germinal dernier, relative à l'impression des ouvrages qui doivent servir de livres élémentaires, il n'a point été dérogé à la loi du 19 juillet 1793, qui assure aux auteurs d'écrits, et à leurs héritiers ou cessionnaires, le droit exclusif de les faire imprimer, vendre et distribuer; et qu'il est instant de lever les obstacles qui pourraient retarder l'impression des livres élémentaires,

Déclare qu'il y a urgence.

Le Conseil, après avoir déclaré l'urgence, prend la résolution suivante :

A R T I C L E P R E M I E R.

Les auteurs des ouvrages adoptés comme livres élémentaires, et leurs héritiers ou cessionnaires, sont maintenus dans le droit exclusif que tout auteur d'écrits a de les faire imprimer, vendre, distribuer, conformément aux dispositions de la loi du 19 juillet 1793.

N.º 2, 8.

B. 72.

N.º 660.

Cas

de

Proc

10345

10345

II. Le Directoire exécutif est autorisé à traiter, pour le nombre de mille exemplaires, avec lesdits auteurs, leurs héritiers ou cessionnaires, qui auront fait imprimer leurs ouvrages.

III. Les ouvrages élémentaires dont les auteurs ou leurs cessionnaires auront déclaré qu'ils ne veulent ou ne peuvent en faire l'édition, seront imprimés aux frais et à l'imprimerie de la République.

IV. La présente résolution sera imprimée.

*Signé* EMM. PASTORET, *président*;  
OZUN, BOURDON, NOAILLE, PEYRE, *Secrétaires*.

Après une seconde lecture, le Conseil des Anciens APPROUVE la résolution ci-dessus. Le 10 Fructidor, an IV de la République française.

*Signé* MURAIRE *président*;  
PECHEUR, FOURCADE, FERROUX, *secrétaires*.

Le Directoire exécutif ordonne que la loi ci-dessus sera publiée, exécutée et qu'elle sera munie du sceau de la République. Fait au palais national du Directoire exécutif, le 10 Fructidor, an IV de la République française.

Pour expédition conforme, *signé* L. M. RÉVEILLERE-LÉPEAUX, *président*;  
par le Directoire exécutif, le *secrétaire général*, LAGARDE; et  
*scellé du sceau de la République*.

A PARIS,  
DE L'IMPRIMERIE DU DÉPOT DES LOIS,  
place du Carrousel.